Les droits de l'Homme à la une

AHMED HALFAOUI

envoyer par mail | Share 1

10 octobre 2013

Article en PDF :

IRIB-Jamais les droits de l'Homme n'ont été autant mis à mal, depuis la fin des colonialismes, mais jamais ils n'ont été autant « défendus » que ces dernières années. Jamais les maîtres du crime contre les peuples n'ont développé un tel acharnement dans la « défense » de l'Humanité, que depuis qu'ils ont décidé de tuer en son nom. Jamais des militants des droits de l'Homme n'ont eu une telle consécration internationale et jamais ils n'ont disposé de tels moyens pour se faire entendre.

Comme dans la nature, ils ont commencé à pulluler à la faveur d'un environnement qui encourage l'accroissement des effectifs et qui élimine les déperditions. Ces militants des droits de l'Homme sont d'un genre particulier, ils luttent contre les droits de l'Homme. Dès que la campagne de recrutement s'est ouverte, ils se sont rués vers les places offertes.

A coups de millions de dollars, des officines ont ouvert des postes d'emplois dans un grand nombre de pays. Elles prennent en charge les frais de premier établissement, les salaires, les frais divers, les visas, les voyages, la technologie, la formation, la protection judiciaire et politique et les moyens publicitaires.

Au bout de l'effort, une toile d'araignée couvre la planète et rares sont les pays, hors pays de l'OTAN, où l'on ne trouve pas un organe ou des individus avec la patente "certifiée" et "labélisée" au nom des "droits de l'Homme". Leur travail est très simple. Ils disposent de modes opératoires standardisés, qu'ils ne doivent pas mettre en œuvre sans qu'ils soient activés. Selon les objectifs, l'activation peut inciter à des actions de plus ou moins grande ampleur.

Il peut s'agir de manifestations pour mettre à mal les gouvernements visés, tout en restant dans les limites de la légalité en vigueur, comme il peut s'agir de mouvements de grande ampleur, susceptibles de déstabiliser un pays ou même de provoquer une spirale de violence qui doit aboutir au démantèlement du pouvoir en place, au risque d'un chaos dévastateur.

Cette activation est, bien sûr, coordonnée avec une mobilisation médiatique adaptée à la nature des résultats recherchés. En Ukraine, par exemple, il s'agissait d'imposer des "pro-occidentaux", contre des "pro-russes". En Syrie, il s'agit de "changer" le "régime".

Dans le premier cas, le processus s'est contenté de manifestations de rue, largement soutenues et couvertes par les grands bouquets de télévisions.

Dans le second cas, il fallait pousser à la violence armée et appeler à l'intervention militaire de la "communauté internationale".

La conséquence fondamentale de cette situation réside dans la marginalisation, voire la neutralisation des mouvements populaires, qui ne trouvent plus d'espaces d'expression ou qui se voient débordés, s'ils arrivent à se construire suffisamment pour pouvoir peser et se

faire entendre. L'actualité nous en livre la démonstration.

En Syrie l'alternative démocratique et sociale a été balayée, au profit d'une dynamique dont les seules issues sont, soit une longue période de violences terroristes et contre-terroristes, soit la chute chaotique du gouvernement avec les risques de guerre de tous contre tous, soit une reprise en main par Bachar Al Assad, qui repoussera très loin dans le temps, l'institution d'une société ouverte.

Source : Iran French Radio

Démocratie - Droits de l'homme - Syrie - Ukraine

Haut de la page - Accueil

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits reservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |
Graphisme et Développement : Platanas studio